

**Communiqué de presse**

Lundi 3 septembre 2007

## **Energie : utiliser nos atouts de manière réfléchie**

### **Maintenir des instruments éprouvés et éviter l'interventionnisme de l'Etat**

En comparaison internationale, la Suisse affiche de bons résultats en matière d'efficacité énergétique et de recours aux énergies renouvelables. L'économie y a contribué de manière substantielle sur une base volontaire. Une politique climatique efficace doit miser avant tout sur les mesures qui produisent les meilleurs effets. Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger a toutefois choisi d'emprunter une autre stratégie. Il préconise de réduire le recours aux énergies fossiles de 1,5 % par an et de stabiliser la consommation d'électricité au niveau actuel. Ces mesures sont incompréhensibles. Elles pénaliseraient massivement l'économie et se traduiraient par une diminution majeure de la prospérité.

Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) propose un changement de cap radical également en ce qui concerne les mesures de politique énergétique. Bien que la Suisse soit en mesure d'atteindre l'objectif de Kyoto uniquement grâce aux mesures volontaires de l'économie, à savoir l'Agence de l'énergie pour l'économie et la Fondation Centime climatique, le DETEC ne veut apparemment plus en tenir compte. Il prévoit d'introduire les taxes sur les carburants et les combustibles les plus élevées du monde, des subventions généreuses et toute une série de nouvelles prescriptions. Les conséquences seraient une hausse massive des coûts pour l'économie et la population ainsi qu'une diminution de la compétitivité internationale.

economiesuisse a participé à un groupe de travail du DETEC chargé de préparer les nouvelles stratégies. La politique présentée aujourd'hui ne reflète en aucune façon les résultats de ces travaux préliminaires. C'est pourquoi l'organisation faîtière de l'économie se distancie de ces rapports. Il est regrettable que des décisions de politique énergétique importantes ne puissent plus être prises avec le recul et le fair-play nécessaire.

Pour toute question :

Urs Näf

Téléphone : 076 330 25 56

urs.naef@economiesuisse.ch